



COMPTE-RENDU DU BUREAU

MERCREDI 1^{er} MARS 2023

En visioconférence

B.O n° 2574

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Trésorier adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Secrétaire général adjoint	Philippe BRIOUT
Vice-président(e)s	Lazreg BENELHADJ Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de mission	Denis CADON Benjamin MERCIER (en partie) Stéphane METZGER

Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
DTN Adjointe	Agnès BERTHET
Responsable Financière par intérim	Ingrid D'HOSTINGUES
Collaboratrice Président, responsable MG	Valérie GICQUEL
Responsable de la coordination des instances	Magali TAPRET
Directeur Accompagnement Réseaux & Territoires	Basile GAZEAUD (en partie)

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

1. Affaires financières

1.1 - Point à date sur les licences

- ✓ 314 465 licences au 28 février (+ 21 474 par rapport à N-1) (+ 7,33 %)
- ✓ 398 000 prévues à la fin de l'année
- ✓ 5 016 000 € à ce jour ; 5 300 000 € à atteindre au 15 avril 2023

Un courrier va être adressé aux clubs identifiés par les ligues comme n'étant pas au 100% licences afin de leur rappeler leurs obligations.

1.2 - Choix définitif sur le fonds de péréquation Plongeon

Suite au Bureau du 15 février, la FFN a pris attache des 4 ligues qui avaient effectué des dépenses mais qui n'avaient pas répondu dans les temps afin de définir des règles uniformes pour l'ensemble des ligues.

A ce jour, le montant total et définitif n'est pas totalement acté. Les deux options, V1 et V2 (incluant les 4 ligues), seront adressées en amont au Codir pour une validation définitive le 8 mars prochain.

1.3 - Point risque financier Giant Open

Laurent Ciubini présente les 3 risques financiers identifiés à ce jour sur le Giant Open dont :

- ✓ Risque estimé à hauteur de 20 000 Euros sur l'avion affrété par la Fédération de Nice à Paris, qui à ce jour n'est rempli qu'à moitié ; sous réserve néanmoins de la possibilité de revente d'une partie des places, actuellement à l'étude.
- ✓ Risque estimé à hauteur de 50 000 € correspondant à la baisse de la subvention initialement prévue de 200 000€ du Conseil Régional d'Ile de France (en raison de la baisse du budget total de la manifestation, celui-ci ne peut abonder qu'à une hauteur maximale de 20% du montant total).
- ✓ Risque sur les 80 000 euros demandés à l'Etat dont l'arbitrage n'interviendra que le 17 mars, veille de la manifestation.

Pour écraser ce risque, une version 2 du budget sera établie en termes de valorisations, notamment des bénévoles, des services fédéraux, de la place d'Eventeam dans l'organisation et de la mise à disposition de la piscine.

A noter également un plateau sportif non optimal en raison de la programmation tardive de cet événement. Des invitations sont encore en cours. De nouveaux éléments de langage vont également être travaillés afin de communiquer sur cette édition.

Joel Pineau : quid de la participation à 3 semaines de l'événement ?

Laurent Ciubini répond qu'à ce jour 128 nageurs sont engagés sur le Giant Open sur les 150/160 nageurs espérés. Actuellement, la Fédération est dans l'attente de deux grosses délégations qui n'ont pas encore pris leurs engagements. En revanche l'équipe de France sera présente, à l'exception de Léon Marchand, qui poursuit ses études aux USA et de Yoann N'Doye, blessé.

Jean-Luc Manaudou : en dehors de la valorisation comptable, quid de l'atterrissage ? Quelles sont les perspectives de recettes ?

Laurent Ciubini rappelle les grandes lignes du budget pour une enveloppe totale estimée à 780 000€ et la contractualisation de certains postes dont Eventeam.

Jean-Luc Manaudou estime que certaines choses étaient prévisibles en termes de désaffection et de désamour de l'événement. Le partage des courses entre Nice et Marseille en est une conséquence, notamment pour les petits clubs qui ne peuvent se permettre de faire l'intégralité du circuit. Sans oublier les lieux, non adaptés (le bassin de Nice n'est pas approprié au haut niveau). Imposer une programmation aussi perturbante en termes d'organisation a engendré la désaffection des petits clubs. Qui a été associé à la construction du programme ? A son sens, cette organisation ne sert pas la Fédération en termes d'image. Il serait important à l'avenir d'élargir les consultations pour identifier les risques et éviter ce type de situation. Si ce sujet avait été partagé en amont, ce Giant n'aurait peut-être pas été organisé en 2023. S'il est conscient des difficultés, il reste persuadé que nous aurions dû attendre 2024 afin d'être en mesure de lancer une communication et un lobbying plus en amont.

Julien Issoulié confirme que de nombreuses réflexions ont eu lieu et que l'objectif était d'avoir une semaine de compétition au travers d'un programme différent de ce que l'on trouve habituellement sur nos meetings. Sur la partie sportive, nous ne pouvions pas faire ce que nous voulions sur le Giant en raison des contraintes TV et des épreuves à prioriser sur le dimanche. Si nous voulions utiliser les 2 meetings et avoir un enchaînement de compétitions et y assurer une certaine participation, il était difficile de faire des programmes complets partout et notamment avec des meetings de 2 jours. Par ailleurs, Eventeam a posé un certain nombre de contraintes qui affectent le programme et les qualifications. Enfin, le choix tardif du lieu pour cette compétition n'a pas aidé.

Patrick Perez estime qu'il s'agit d'un premier pas vers une édition majeure en 2024. Comme toutes les premières fois, il faut accepter que 2023 soit un investissement pour l'avenir. Une annulation en décembre suite aux réponses tardives des collectivités n'aurait pas non plus été bénéfique en termes d'image. La notion de circuit semble la mieux adaptée aux attentes du haut niveau. Eventeam est à la base un partenaire qui

nous a proposé de reprendre le Golden Tour avec un certain nombre de garanties. L'avantage non négligeable de ce partenariat est que nous retrouverons les finales en direct sur France 3.

Gilles Sézionale : même si le programme doit être réétudié, faisons de ces deux jours un vrai spectacle. Il était important de maintenir cette organisation, à la fois pour la couverture TV obtenue par Eventeam et eu égard aux relations avec les collectivités qui se sont engagées sur le long terme. Il rappelle par ailleurs la difficulté d'obtenir des garanties financières de la part des collectivités, d'où la difficulté de monter des budgets et d'envisager les organisations.

Lazreg Benelhadj remercie Laurent pour cette analyse des risques qui répond aux attentes sur le budget évoquées lors du dernier Bureau. Il partage bon nombre des propos qui ont été tenus. Il est cependant prématuré de parler d'échec notamment si le show est à la hauteur de nos attentes et si les tribunes sont remplies. Il rappelle que sur le Mare Nostrum ce n'est pas seulement l'intérêt sportif qui prévaut mais également tout ce qui gravite autour du circuit. Il est vrai cependant que pour les clubs de l'IDF il est très onéreux de se déplacer sur Marseille et Nice avant St Germain en Laye.

Laurent Ciubini informe que 80 % des places du samedi et 95 % des places du dimanche ont été vendues et que d'autres seront remises en vente, dont celles prévues pour les partenaires. L'idée est effectivement de vendre un grand spectacle. Il est conscient que les prix pratiqués sont prohibitifs et qu'il faille les challenger, notamment concernant les coûts hôteliers et de transfert (1800 Euros par nageur pour le circuit total).

Denis Cadon : pour avoir vécu tous les « Open de France », nous vendons en premier lieu un spectacle. Il est essentiel de valoriser la séance de l'après-midi. C'est pourquoi les commentaires et éléments de langages doivent être retravaillés. Malgré la faible participation, il est possible de faire « illusion » si le spectacle est réussi. Pour l'édition 2024, la communication doit être faite davantage en amont afin d'inscrire le Giant dans le programme international.

Il précise que le CC natation course n'a pas été associé au programme et à la composition du circuit. Le concept semble intéressant bien que très contraignant ; il faut retravailler sur le modèle afin de répondre à tous les niveaux.

Christiane Guérin partage les propos de Denis à savoir qu'il faut effectivement être en mesure de communiquer sur le Giant 2024 dès les Championnats du Monde de Fukuoka afin que les délégations l'intègrent dans leur calendrier.

Jean-Luc Manaudou : au niveau de la ligue AURA, les programmes ont été travaillés afin de permettre de « sérier » des championnats avec les risques encourus que l'on connaît. Pour lui, le programme tel que présenté est totalement inadapté. Il se dit inquiet sur le budget : y aura-t-il de nouveaux arbitrages budgétaires ? Le risque sportif n'est pas grave si nous avons les moyens de nos ambitions.

Laurent Ciubini : le risque financier estimé devrait être de 50 à 70 000 euros, sachant que la Fédération avait décidé à l'origine de ne pas mettre d'argent dessus.

Denis Cadon : si le plateau est connu à l'avance, il est possible d'avoir des ajustements. Un autre levier serait d'ouvrir aux sélections régionales afin de faire bénéficier à certains nageurs le double titre.

Gilles Sézionale confirme que cela a déjà été fait sur les GT. Il nous faut laisser la porte ouverte aux nageurs de pouvoir participer à cette fête.

2. Affaires sportives

2.1 - Validation du programme sportif Eau Libre 2023 (en annexe)

Bénédicte Compois rappelle qu'aucun changement par rapport à 2022 n'a été effectué. Si le cercle de compétence souhaite faire évoluer la Coupe de France cela est aujourd'hui incompatible avec le travail des SI qui a des difficultés à absorber les modifications.

Le Bureau valide le projet de programme sportif Eau Libre 2023.

Ce document sera présenté pour validation au CODIR le 8 mars prochain.

2.2 – Formation des officiels Eau Libre (en annexe)

Bénédicte Compois informe que les CC Eau Libre et Officiels travaillent conjointement sur l'accompagnement et la structuration des officiels Eau Libre. L'objectif est de travailler sur le renforcement de la formation territoriale avec le soutien des ligues car le pool d'officiels est très réduit.

Un outil de formation a été mis en place avec une classification des officiels ce qui le rend plus performant. Le CC souhaite notamment mettre en place un système d'immersion à l'instar de ce qui est fait en natation course, avec comme objectif de disposer d'un collectif d'officiels Eau Libre à l'échelle nationale avec des référents dans les territoires. A noter qu'un programme de formation en distanciel a déjà démarré avec les ultras marins et fonctionne très bien. Si ce projet est validé, le travail pourra être engagé avec les Ligues dès le mois de mars.

Aujourd'hui, force est de constater un manque de cadre et de structure national autour des jurys Eau Libre. Ce manque de cadre, couplé avec le développement hétérogène de la discipline d'une région à l'autre, génère des difficultés terrain :

- Le niveau des officiels est inégal entre les régions.
- La validation des postes et des niveaux peut être compliquée.
- Certains organisateurs n'ont pas conscience de l'importance du rôle des officiels.
- La qualité d'arbitrage est hétérogène d'une épreuve à une autre.
- Le brassage des officiels et le partage des bonnes pratiques sont très limités.

Ces aspects de partage et d'expérience sont d'autant plus important en Eau Libre car aucune compétition ne ressemble à une autre.

Multiplier les expériences permet aux officiels de développer un répertoire de réponses à la diversité de situations qui peuvent survenir en Eau Libre.

- Des tensions se sont développées au sein de certaines régions sur la gestion des jurys, la formation, les formateurs, et les référents.
- Nous avons peu d'officiels avec une pratique de niveau national ou international.
- Nous peinons à identifier les officiels « prometteurs » capables de pratiquer au niveau national et/ou international.

Les objectifs aujourd'hui :

- Homogénéiser le niveau des jurys d'une année à l'autre sur les épreuves nationales
- Elever et homogénéiser le niveau des jurys sur les épreuves de la Coupe de France
- Favoriser les échanges entre les officiels de régions et de niveaux (nationaux, régionaux, internationaux) différents
- Créer un parcours de l'officiel pour les personnes ayant les aptitudes et les affinités requises pour devenir officiel national et/ou international.
- Identifier les officiels de niveau national et international

Ce projet est validé par le Bureau.

2.3 – Validation des calendriers Coupe de France Eau Libre et EDF Aqua Challenge 2023 (en annexe)

Deux calendriers distincts sont présentés dont un avec les étapes de Coupe de France et un autre avec les épreuves Aqua challenge labellisées.

Sur la Coupe de France, le volume reste similaire à 2022, même si quelques dates d'organisation restent encore en suspens. Cette année les territoires ultra marins se sont fortement mobilisés ce qui a pour avantage de couvrir toute l'année.

Patrick Perez informe que l'étape de la Ciotat est supprimée et remplacée par Toulon.

Le Bureau valide les calendriers Coupe de France Eau Libre et EDF Aqua Challenge 2023.

2.4 – Présentation du dispositif « Em power » mis en place pour les nageuses de l'EDF NC

Julien Issoulié présente le projet de recherche EM'Power mené par l'INSEP à destination des nageuses de l'EDF Natation Course/eau libre et des coaches. L'objectif est de donner l'opportunité aux athlètes d'avoir une meilleure connaissance d'elles-mêmes et d'avancer dans la compréhension de l'effet d'entraînement en fonction du profil hormonal, en identifiant le cycle menstruel comme élément à prendre en compte dans les paramètres de performance.

Agnès Berthet précise que la FFN se greffe sur un projet prioritaire de recherche initialement mis en place par la fédération d'aviron. Ce dispositif reste une démarche personnelle, sans aucune obligation pour l'athlète. Comme tout projet de recherche, les résultats seront utilisés plus largement et notamment dans l'impact des cycles menstruels. Les entraîneurs ont été invités à participer à ces échanges afin de comprendre les protocoles.

Julien Issoulié ajoute que Jean-Louis Bouchard avait initié ce type de dispositif. Les protocoles identifiés durent assez longtemps, pour avoir une meilleure connaissance des filles et réfléchir sur la manière d'adapter au mieux leur préparation pour les JO. Les athlètes peuvent être renvoyées vers Robin Pla qui les intégrera dans le dispositif.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

3. Point sur les lieux d'organisation 2023

Le Bureau valide le calendrier des lieux d'organisation suivants :

- ✓ CF Hiver des Maîtres Hiver du **20 au 23 avril 2023 : Le Puy en Velay**
Christiane Guérin remercie la ligue AURA pour son aide dans cette organisation.
Jean-Luc Manaudou met l'accent sur le fait que le risque financier est pris par le club à un mois et demi avant l'organisation. Il met notamment l'accent sur le coût des médailles. Il souhaiterait qu'un courrier de remerciements soit adressé au Maire du Puy en Velay.
D'expérience, Joël Pineau et Dominique Cupillard précisent que les organisations annexes à la compétition peuvent permettre d'équilibrer le budget.
- ✓ Open d'Eté du 18 au 23 juillet 2023 : **Poitiers**

Joel Pineau souhaiterait connaître les demandes de lieu d'organisation pour 2024 afin que les collectivités puissent être sollicitées suffisamment en amont.

4. Retour sur l'appel d'offres bassin temporaire

Basile Gazeaud présente le retour sur l'appel d'offres des bassins temporaire.

Le bilan 2022 :

- ✓ Acquisition de 11 bassins temporaires via un financement ANS – P2024
 - 10 AquaMobile 10x5x1,50m
 - 1 AquaPlus 20x10x1,50m
- ✓ Une campagne de déploiement accélérée
 - 7 bassins installés
 - 6 semaines pour commander, installer, livrer les bassins

- Une communication globale à améliorer
- ✓ Un bilan FFN satisfaisant, mais à améliorer
 - Satisfaction des collectivités partenaires + bonne image globale
 - -100k€ au global sur l'opération
 - Pas forcément les activations espérées en termes de prise de licence

Le contexte institutionnel et la campagne 2023 :

- ✓ Clôture de l'AO FFN pour accord-cadre mardi 21 février
 - 4 candidats déclarés
 - 4 à 6 modèles retenus pour 2 à 4 prestataires
- ✓ Mobilisation des collectivités et du Mouvement sportif
 - 6 collectivités sur 7 qui souhaitent repartir
 - De nouveaux candidats identifiés
 - Un reste à charge à désamorcer par le biais d'une convention
- ✓ Mobilisation institutionnelle
 - Convention ANS / FFN : 39 bassins restants (base 80 k€ par bassin)
 - Impact 2024 : réduction de la participation directe, participation indirecte dans les projets de fonctionnement via un AAP (clôture 3 mars)
 - EDF : transformer la participation au projet via le FDD Impact 2024 en participation directe (mais plus forcément 100 k€)

Les modèles retenus :

1- Le bassin d'apprentissage compact - Modèle « Aquamobile » - Europ Event

- ✓ Bassin de 10 m x 5 m x 1,50 m profondeur
- ✓ Ergonomie de mise en œuvre et de fonctionnement
- ✓ Pourtour de circulation intégré en base
- ✓ Parois rigides (hybridation d'acier)
- ✓ Filtration et chauffage de l'eau intégrés
- ✓ Circulations envisagées pour favoriser l'apprentissage massé
- ✓ Idéal à sécuriser et à garder
- ✓ 10 bassins AquaMobile acquis en 2022, à redéployer cet été
- ✓ Un lourd devis de stockage-montage-démontage (23k€ HT + transports)
- ✓ Frais de mise à disposition pour les collectivités : 30 k€ par bassin

A ce stade, les collectivités intéressées : Nancy (54), Nice (06), Dugny (93), Moirans (38), L'Isle-sur-Serein (89), Montpellier x2 (34), Chambly (60), Ligue Hauts de France...

- Difficile de mobiliser plus de 10 structures sur ce projet, pas d'acquisition supplémentaire à prévoir
- Déploiement conditionné à une prise en charge des frais de mise à disposition par l'AAP « Impact 2024 »

2- Le bassin d'apprentissage grand public

- ✓ 2 modèles (surface >90 m²) :
 - 1) 14 m x 7 m x 1,40 m « Prêt à Nager » (WeeLoc)
 - 2) 15 m x 10 m x 1,40 m prof « AquaPlus » (EuropEvent)
- ✓ Parois souples « NEWPLAST » ou « IASO » à haute résistance
- ✓ Facilités de montage, démontage et stockage
- ✓ Pourtour de circulation à intégrer en option sur au moins un côté
- ✓ PMR chiffré et provisionné (~7k€ HT)
- ✓ Acquisition uniquement sur commande des collectivités (sauf 1 AquaPlus 2022)
- ✓ Devis compris entre 100 k€ et 120 k€ HT (montant subventionnable à définir)
- ✓ Frais de mise à disposition pour les collectivités : 30 k€ par bassin
- ✓ Principale activation du « PEP 5000 » 2023 (3 à 4 enveloppes)

A ce stade, les collectivités intéressées :

- ✓ Une enveloppe Outre-mer : Ma Guyane Nage x2, Guadeloupe x2, Martinique...
- ✓ Une enveloppe territoires prioritaires : La Trinité, Villetaneuse, hauts de Nice, Pignans (AquaPlus 2022), Ardennes...
- ✓ Une enveloppe plages urbaines : Marseille x2, Roubaix, Meaux, Gennevilliers...
- Quelle prise en charge ANS pour l'OM ? (80 ou 100 % ?)
- Déploiement conditionné à une prise en charge des frais de mise à disposition par l'AAP « Impact 2024 »

3- La piscine d'apprentissage grand format

- ✓ Bassin de 200 m² (20x10m ou 25x8m)
- ✓ Modèles Europ Event et WeeLoc, voire Colors Prod et Mondial Piscine
- ✓ Pourtour de circulation intégré en base
- ✓ Parois rigides (hybridation d'acier)
- ✓ Piscine longue durée (6 mois minimum)
- ✓ Pas forcément de mise en œuvre dès cet été pour tous les projets (septembre 2023 pour certains)
- ✓ Pour certains projets mise en place d'une couverture/tenture (voire traitement d'air) pour prolonger l'utilisation
- ✓ Acquisition uniquement sur commande des collectivités
- ✓ Devis compris entre 230 k€ et 270 k€ HT (montant subventionnable à définir)
- ✓ Frais de mise à disposition pour les collectivités : 50 k€ par bassin
- ✓ Activation complémentaire souhaitée du « PEP 5000 » 2023 (2 projets par enveloppe)
- ✓ Fort accompagnement Fédération + Ligues ou clubs

A ce stade, collectivités intéressées :

- ✓ L'Ile-Saint-Denis : volonté de décliner l'AquaMobile en plus grand, plus longtemps
- ✓ Guéret (23), Saint-André (59) : problématiques liées à la fermeture d'une piscine
- ✓ Conseil Départemental 92 : 3 bassins en activation du partenariat Paris 2024
- Quelle prise en charge ANS ? (80% ou 80 k€ ?)

Joël Pineau demande le prix d'un bassin grand public.

Basile Gazeaud répond que cela représente environ 100 000 euros avec le PMR pour un 14x7m, le ponton représentant une grosse partie de la valeur du produit.

5. Calendrier institutionnel

- ✓ **Mercredi 8 mars** : Codir
- ✓ **Mercredi 15 mars** : Conseil des Territoires
- ✓ **Mercredi 26 avril** : Bureau

6. Questions diverses

- ✓ Bénédicte Compois demande des précisions sur l'ODJ du Conseil des Territoires du 15 mars.
Philippe Briout répond qu'il est en cours de construction. Des propositions de thèmes à aborder peuvent encore lui être soumis.
- ✓ Gilles Sézional fait un retour sur le bilan de clôture du contrôle de l'Agence Française Anticorruption. L'AFA demande que des mesures soient prises afin d'éviter tous débordements au niveau des ligues et départements, en complément de celles déjà prises par la FFN. L'idée serait de mettre en place le même logiciel comptable pour tous afin de

compiler les données. Un certain nombre de procédures ad'hoc vont être enclenchées pour l'ensemble des Fédérations.

Jean- Luc Manaudou se dit être en règle avec la Loi dans sa Ligue avec notamment une comptabilité analytique qui sera mise en place dès la rentrée. Mais sera-t-on obligé de tous avoir le même logiciel ?

Gilles Sezionale répond que c'est plutôt le plan comptable qui doit être identique.

Bernard Dalmon précise que pour la compta analytique la Fédération va travailler avec les trésoriers régionaux afin de trouver un système qui convienne à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15h45.

La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD

Le Président
Gilles SEZIONALE